

---

---

# SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les deux mois

XXXX

Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU

Ph. GUILLAUME — A. VEGA — J. SEUREL (Fabri)

Gérant : G. ROUSSEAU

XXXX

Adresser mandats et correspondance à :

Georges PETIT, 9, Rue de Savoie, Paris VI<sup>e</sup>

XXXX

LES ANCIENNES ADRESSES  
ET LES ANCIENS COMPTES  
CHÈQUES SONT SUPPRIMÉS

LE NUMÉRO . . . . . 100 francs

ABONNEMENT UN AN (six numéros) . . . 500 francs

---

---

# SOCIALISME OU BARBARIE

## Sur la dynamique du capitalisme

Marx a fait de l'économie politique une discipline historique, en plaçant au centre de l'examen l'essence sociale et dynamique des phénomènes économiques.

L'idée que l'économie capitaliste n'est rien de plus qu'un moment dans un développement historique qui a commencé longtemps avant elle et qui continuera lorsque le capitalisme comme forme d'organisation économique sera détruit, semble aujourd'hui une platitude. Pourtant la critique de Marx contre l'économie politique classique, qui voyait dans les lois du capitalisme des lois économiques naturelles et éternelles garde toute son importance ; en effet, d'une manière plus subtile peut-être, la conception de lois économiques naturelles forme toujours la prémisse cachée de l'économie politique bourgeoise, qui continue à vouloir faire procéder le fonctionnement du capitalisme de la « logique parfaitement générale du choix » (1). Cette logique du choix est la logique du choix capitaliste, où certains choisissent parmi des possibles qui n'en sont pas pour d'autres, en s'orientant vers des objectifs qui sont les leurs propres. La structure de classe du système détermine à la fois le possible et le rationnel (le champ et le critère du choix), et par là donne naissance à des lois (régularités statistiques de comportement) qui n'ont pas nécessairement de signification en dehors de ce système. La rationalité capitaliste n'est rationalité que par rapport à une situation de fait appelée à disparaître, ne représente donc qu'une étape transitoire dans le développement de la rationalité historique. Les lois économiques du capitalisme représentent un groupe particulier des lois économiques possibles ou réalisées dans l'histoire, groupe qui n'entre en vigueur que lors et aussi longtemps que les structures de fait correspondantes existent. Incidemment, la considération exhaustive des groupes de lois possibles, et le traitement systématique de la séquence de réalisation de ces groupes dans l'histoire effective et de sa

(1) J. Schumpeter, « Capitalism, Socialism und Democracy », éd. 1950, p. 182 et s.

connexion interne serait la seule perspective théorique dans laquelle l'économie politique pourrait être fondée comme science.

Une partie de ce programme — la plus importante en somme — a été réalisée par Marx lui-même. La reconnaissance du caractère historique du capitalisme, donc du caractère transitoire de ses lois, n'a pas lieu chez Marx par la juxtaposition du capitalisme à d'autres systèmes possibles ou réels, mais par son insertion dans un développement au sens fort du terme. Le capitalisme vient nécessairement après autre chose (l'économie marchande) et tend à amener aussi autre chose. Ce qui est la condition du capitalisme (le capital et le prolétariat), est le résultat d'un développement précédent (l'accumulation primitive), et de même, ce qui est le résultat du développement capitaliste (la concentration du capital), sera la condition d'un ordre économique nouveau (le communisme).

Par là est dévoilé un aspect fondamental de la dynamique de l'histoire. A des conditions sociales incorporées dans des situations et des structures de fait données, associées à un degré de développement de la rationalité historique, correspondent des lois (dans le sens défini plus haut) ; et l'action des individus et des choses dans le cadre de ces lois modifie et détruit perpétuellement les conditions de base du système, de sorte que les lois elles-mêmes sont modifiées graduellement ou brutalement. Et la préoccupation qui domine d'un bout à l'autre « Le Capital » est de montrer comment le fonctionnement même du capitalisme tend en fin de compte à détruire les conditions de son existence. C'est la raison pour laquelle Marx a accordé si peu d'intérêt au fonctionnement d'une économie capitaliste stérile. L'analyse de celle-ci (que ce soit sous la forme de la détermination des prix relatifs dans la courte période, ou de la reproduction des simples) l'a retenu exclusivement dans la mesure où elle pouvait préparer le terrain pour l'examen des problèmes du développement à long terme du capitalisme, c'est-à-dire du problème du déséquilibre dynamique.

On sait que l'effort titanesque entrepris par Marx dans cette direction n'est pas parvenu à son terme. « Le Capital » est resté inachevé et les deux tiers de ce que l'on possède aujourd'hui (les tomes II et III) n'étaient pas considérés par Marx lui-même comme prêts pour la publication. Bien que ce qui intéresse ici n'est le développement des choses et non pas l'histoire des idées, il est nécessaire de soumettre les conclusions de ce qui se trouve dans « Le Capital » inachevé à une brève appréciation, qui ne trouvera sa pleine justification que dans la suite de cette étude. On suppose que l'essentiel des idées du « Capital » est connu du lecteur.

La dynamique du capitalisme est déterminée dans « Le Capital » par les deux processus, liés mais non identiques, de l'accumulation et de la concentration du capital. Au fur et à mesure que ces deux processus se déroulent, les grands rapports quantitatifs de l'économie capitaliste subissent une modification continue : la composition organique du capital

(rapport entre la valeur du produit social brut provenant du capital constant et celle provenant du capital variable) s'élève, le taux d'exploitation du travail (proportion suivant laquelle le produit social net est divisé en plus-value et capital variable) augmente, enfin le taux du profit (rapport de la plus-value totale au capital total) tend à baisser.

Dans le cadre concret du capitalisme, c'est l'accumulation (combinée évidemment avec le progrès technique, que par ailleurs elle stimule et accélère) qui est la base de la croissance économique. En même temps, la concentration détruit constamment la structure sociale initiale du capitalisme : la classe capitaliste tend à devenir une classe minoritaire, à laquelle s'oppose l'ensemble de la société prolétarienne. Cette grandissante opposition quantitative prend tout son sens par l'exacerbation de la contradiction sociale qu'amènent l'élévation de la composition organique du capital (aliénation croissante du producteur dans la production, où la masse énorme de travail mort écrase et domine de plus en plus le travail vivant — et en même temps expulsion de l'homme par la machine et augmentation du chômage) et l'augmentation du taux de l'exploitation (misère relative croissante du producteur en tant que consommateur). Enfin la baisse du taux de profit mine le capital de l'intérieur et lui enlève sa raison d'être.

Cette construction de la dynamique du capitalisme quelle que soit sa fécondité en tant que vision historique d'ensemble et son extraordinaire richesse dans les détails, n'est absolument pas satisfaisante.

Tout d'abord, si c'est un mérite imprescriptible de Marx d'avoir vu l'essence du capitalisme dans le processus de concentration, l'essentiel de l'analyse à en faire ne se trouve pas dans « Le Capital ». Une fois le processus de concentration posé, il faut voir quels sont les changements qu'il apporte dans le fonctionnement du capitalisme. La variation des quantités n'a de sens pour l'analyse historique économique que dans la mesure où elle aboutit à la modification des structures. Le capital qui se concentre de plus en plus ne reste pas éternellement du capital de plus en plus concentré ; il devient autre chose, il acquiert des nouvelles déterminations qui ne sont pas uniquement quantitatives. Le jour où le capital concentré devient le monopole, le jour où la crise économique et sociale conduit à la suppression du monopole particulier et à la concentration totale de la production entre les mains de l'Etat, quelque chose d'essentiel est changé dans la structure économique. Le capitalisme au sens le plus général ne cesse pas d'exister comme domination du capital sur le prolétariat, mais son mode de fonctionnement est radicalement altéré. Pour citer les exemples les plus évidents, on ne peut plus parler de péréquation du taux de profit si le monopole s'est emparé de branches importantes de la production ; puisque dans ce cas le mécanisme de la concurrence qui amène cette péréquation n'existe pas. De même, on ne peut plus parler de déséquilibre entre la production de moyens de production et d'objets de consommation conduisant à la surproduction dans le cas de la concentration totale.

Et de même que la concentration signifie une modification des structures économiques, de même elle se traduit, sur le plan social, par l'apparition de nouvelles catégories et couches, — ou l'accroissement énorme du poids et du rôle de couches déjà existantes — de sorte que l'opposition entre la poignée de grands capitalistes et la quasi-totalité de la société prolétarisée cesse d'être la seule ou la plus importante.

Ce qui est important est donc d'examiner la concentration en tant que modification graduelle de la structure même de l'économie capitaliste et par là aussi des lois de cette économie. Les lois du capitalisme concurrentiel ne se conservent pas toutes dans le capitalisme monopolistique, ni celles de ce dernier dans le capitalisme bureaucratique.

En deuxième lieu, le problème de l'accumulation du capital a été laissé à ses débuts par Marx. Il ne s'agit évidemment pas de se demander s'il y a accumulation, mais comment elle se déroule et si le capitalisme tend nécessairement vers un équilibre dynamique — l'accumulation sans crises — ou vers le contraire. Les modèles laissés par Marx dans le tome II du « Capital » sont d'une grande utilité par la clarification de certains concepts, mais leur portée est extrêmement limitée. Ils consistent à montrer que sous certaines hypothèses sans rapport avec la réalité (chaque capitaliste investissant toujours tous ses profits, et toujours dans son secteur et jamais ailleurs, le crédit n'existant pas, le rythme de rotation du capital fixe et du capital circulant étant le même, la composition organique et le taux d'exploitation restant constants), si le capitalisme se trouve au départ en état d'équilibre, il est possible qu'il continue son expansion en équilibre. Le vrai problème commence évidemment lorsqu'on se débarrasse de toutes ces restrictions. Il devient alors d'une complication énorme (ce qui explique la lamentable confusion des discussions sur l'accumulation dans le mouvement marxiste), mais il est vrai qu'on ne saura rien de solide sur la dynamique du capitalisme tant qu'on n'aura pas avancé dans la solution du problème posé dans toute sa complexité réelle.

Enfin, il n'est pas possible d'accepter telles quelles ni les conclusions de Marx sur l'élévation de la composition organique, l'augmentation du taux d'exploitation et la baisse tendancielle du taux de profit, ni la manière dont elles ont été établies. Le ressort principal du raisonnement de Marx dans ce domaine est le progrès technique. Mais il est impossible de déduire du progrès technique tout court l'élévation de la composition organique et du taux d'exploitation. S'il paraît certain que le progrès technique tend à augmenter le volume du capital fixe et des matières premières manipulés par le travail vivant, il n'est pas du tout a priori certain qu'il tende à en augmenter la valeur (1). De même, le

(1) C'est Marx lui-même qui a souligné cet aspect contradictoire de l'évolution, de même qu'il était incontestablement et d'une manière démontrable conscient de la plupart des problèmes et des difficultés qui sont soulevées dans ces pages. Qu'il soit clair que ce qui intéresse ici n'est pas la critique de Marx comme auteur, mais le bilan de son effort en vue de sa continuation. Pour le reste, on n'est pas plus intelligent que Marx ; on peut simplement être plus vieux d'un siècle.

progrès technique en diminuant la valeur des objets de consommation ouvrière, tendrait à augmenter le taux d'exploitation si le salaire réel restait constant. Mais le salaire réel ne reste pas nécessairement constant ; en fait, dans la plupart des cas, il a augmenté à travers le développement du capitalisme. Que cette augmentation n'ait pas été le résultat automatique du progrès économique, que les ouvriers aient toujours dû, après avoir augmenté la production, lutter durement pour augmenter leur part du produit social, que jamais les patrons n'aient rien accordé qui ne leur fût arraché de force sont des choses incontestables, qui montrent toutefois que la variable essentielle pour expliquer l'évolution du taux d'exploitation, c'est-à-dire l'intensité de la lutte des classes, transcende largement l'économie proprement dite.

De la combinaison de l'élévation de la composition organique et de l'augmentation du taux d'exploitation ne résulte pas nécessairement une tendance vers la baisse du taux de profit ; pour qu'il y ait baisse du taux de profit, il faudrait qu'il y ait un certain rapport entre le rythme dont s'élève la composition organique et celui dont s'accroît le taux d'exploitation, et il n'est pas a priori de raison pour que ce rapport existe dans la réalité. Par ailleurs, vraie ou non, la tendance à la baisse du taux de profit n'a pas de signification. Un taux de profit bas peut avoir de l'importance s'il affecte une entreprise ou une branche particulière ; mais ici il s'agit par définition du taux général du profit. Aucune crise du capitalisme ne résulte du fait qu'en 1850, le capital donnait du 15 % par an et qu'en 1950 il ne donnerait plus que du 12 %.

Ce fait ne pourrait pas affaiblir le stimulus à l'accumulation, car ce qui incite à l'accumulation c'est le profit différentiel — ou alors l'existence d'un profit quelconque — non pas la stabilité séculaire du taux général du profit. Il ne pourrait affaiblir ce stimulus que si le taux de profit devenait effectivement nul, ce qui n'est possible que si soit le taux d'exploitation était nul, soit les ouvriers étaient remplacés par des machines — deux suppositions également absurdes. Peut-on supposer que la baisse du taux de profit diminue le fonds d'accumulation des capitalistes ? Non, car ce taux supposé déclinant s'applique à une masse croissante de capital, donc la masse des profits (et le fonds d'accumulation) peut en même temps s'accroître en termes absolus. Mais le fonds d'accumulation décroît peut-être en termes relatifs, ce qui ferait que le rythme d'expansion de l'économie tend à se ralentir ? Soit ; mais ce ralentissement se réfère uniquement au taux d'expansion de quantités mesurées en valeur, ce qui ne dit rien sur l'expansion matérielle. De plus, si le rythme de l'accumulation se ralentit, l'élévation de la composition organique doit se ralentir aussi, et donc aussi la baisse du taux de profit.

En réalité, parmi ces trois tendances, celle qui a une importance fondamentale c'est l'évolution du taux de l'exploitation, qui est déterminée essentiellement par un facteur extra-économique — le développement de la lutte des classes. Il est évidemment essentiel de savoir comment la lutte de classes elle-même est influencée par la situation

économique, et comment son influence sur l'économie est différente selon l'état différent de celle-ci ; mais vouloir déterminer l'évolution du taux d'exploitation, même « en dernière analyse », à partir du pur et simple fonctionnement des mécanismes économiques serait se laisser mystifier soi-même par une « réalité économique » séparée et indépendante de l'histoire.

Ceci d'ailleurs n'est qu'une première approximation. Il est essentiel de dire que les diverses quantités ou rapports quantitatifs qui caractérisent l'économie sont déterminés par deux variables relativement indépendantes — le progrès technique et la lutte des classes — dont le développement doit être observé dans la réalité historique et ne peut pas être déduit a priori des conditions du système. Encore faut-il voir en quoi ces variables sont-elles indépendantes, et en quoi ne le sont-elles que relativement. Les rapports apparaissant extérieurement comme quantitatifs — la composition organique du capital, par exemple, ou le taux d'exploitation — ne sont que l'habillage abstrait d'une réalité humaine qualitative, infiniment plus complexe. Lorsqu'on oblige les ouvriers dans une usine à tourner dans le même temps un nombre de pièces augmenté de moitié, on peut exprimer le phénomène en disant que la composition organique de la valeur du produit a été élevée. L'essentiel pourtant sera de voir que cette modification — que l'on peut supposer résultant d'un progrès technique — provoquera fatalement une réaction au sein du groupe des ouvriers, et par là même aura un résultat au niveau de la lutte des classes. Selon le déroulement de celle-ci (dépendant évidemment d'une foule d'autres facteurs) la modification technique aura ou n'aura pas comme deuxième résultat une augmentation du taux d'exploitation. Le problème de donner une formation théorique générale à des relations mixtes de ce genre — dont l'aspect quantitatif n'épuise pas les moments essentiels — c'est-à-dire en fin de compte le problème de la connaissance de l'histoire, attend toujours sa solution.

Dans ce qui suit, l'analyse quantitative alternera avec la discussion de l'évolution réelle ou probable des autres facteurs.

Ces remarques critiques tracent l'orientation d'un travail nécessairement long, dont cette étude veut simplement poser certaines présuppositions. Les deux premières parties (Mesure et valeur ; Valeur et échanges) visent à clarifier les catégories qui seront constamment utilisées par la suite (valeur, plus-value, capital, profit, prix). Les trois parties suivantes examinent la répartition du produit social entre capital et travail et le problème de l'accumulation à travers les trois phases du capitalisme (concurrence, monopolisation, concentration totale) (1).

(1) Il est presque toujours utile et souvent indispensable de donner une formation mathématique aux problèmes économiques. Dans ce qui suit, la marche du raisonnement et les conclusions sont toujours données d'abord, et l'utilisation des formules a été confinée à des paragraphes marqués d'un astérisque afin que le lecteur qui le désire puisse les sauter avec le moins de dommage possible.

## I. — MESURE ET VALEUR

Parler de dynamique du capitalisme n'a de sens que si l'on sait comparer deux états de l'économie situés à des points différents du temps. Cette comparaison est toujours possible en termes de description qualitative, mais la description se perd fatalement dans la diversité infinie des faits concrets, et même si elle se concentre sur l'essentiel, elle peut difficilement le montrer comme tel. La comparaison de deux états distants de l'économie serait grandement facilitée si l'on pouvait associer à chacun d'eux un système de nombres caractéristiques. La détermination réciproque de ces nombres à un instant donné ou à des instants différents, si elle existe, permettrait alors une analyse sans ambiguïté des lois économiques pendant la phase considérée de développement.

Ceci ne veut pas dire que tout ce qui est économique doit pouvoir être quantifié, ni même que ce qui peut être quantifié est nécessairement ce qui est important dans l'économie. Du point de vue de l'histoire totale, c'est le contraire qui est vrai. Ce qui est important, c'est ce qui sera réel, et ce qui sera réel sera l'individu humain concret ; et ce que travailler ou consommer signifie pour l'individu concret ne se laisse pas quantifier. Mais pour l'histoire actuelle l'individu humain n'existe pas ; ce qui existe, c'est l'atome social interchangeable. Et pour l'économie actuelle, cet atome n'est important qu'en tant qu'unité numérique, son travail ou sa consommation n'ont de signification qu'en tant qu'ils sont mesurables. Que l'économie capitaliste ne réussisse jamais à réduire complètement l'homme social à cet atome économique ne fait que renforcer cette constatation ; car les moments où les atomes économiques font crever leur définition et se comportent comme classe historique sont précisément les moments où la réalité économique du capitalisme et la théorie économique bourgeoise sont radicalement mises en question (1). Il reste que la quantification des activités humaines par l'économie capitaliste constitue le fondement logico-historique de la quantification de l'économie capitaliste par la théorie. Il reste aussi que si cette théorie se place dans la perspective de la révolution, elle verra dans cette quantification les limitations qui lui sont inhérentes, de même qu'elle saura que l'économie en tant que telle est une abstraction.

Du point de vue de la théorie économique, le problème de la mesure est donc logiquement antérieur à l'examen concret de l'économie. Si l'aspect quantitatif des phénomènes économiques est important, il faudrait pouvoir les mesurer avant d'essayer de les interpréter (2). De plus, la méthode de mesure doit pouvoir être appliquée indépendamment des variations structurelles de l'économie capita-

(1) Voir plus haut, p. 4 à 6.

(2) Cet *a priori* logique est évidemment un *a posteriori* du point de vue du développement historique de la connaissance. Il est aussi un *a posteriori* par rapport à d'autres phases de la théorie. L'idée de la possibilité d'une mesure de l'économie capitaliste, par exemple, présuppose une analyse de l'essence du capitalisme comme aliénation de l'homme. Mais cet aspect de la question se situe à un autre niveau de réflexion que celui auquel se place le texte.

liste, et l'étalon de mesure auquel elle conduit doit rester identique à lui-même (1).

L'économie se présente comme un complexe d'activités dans lequel des choses sont constamment transformées en d'autres ; des matières se transforment en instruments, le temps humain se transforme en objets et les objets se transforment à nouveau en vie humaine. Ce qu'on se propose de mesurer tout d'abord, c'est la valeur ou le coût social de telle production particulière ou de l'ensemble de la production. Ce coût s'exprime dans le fait que des choses doivent être détruites (en tant que choses ayant telle forme donnée), afin que d'autres choses soient créées. Dans la mesure où une chose peut être créée sans que la consommation productive d'une autre chose (y compris le temps humain) soit nécessaire pour cela, cette chose n'a pas de valeur ou de coût social.

Le problème de la mesure de la valeur ou du coût social de la production se présente donc comme le problème de l'aggrégation de quantités naturellement hétérogènes. Si l'on définit comme valeur en coût social d'un produit X l'ensemble des produits qui ont dû être consommés pour la production de X, cet ensemble sera, sous certaines hypothèses, une notion bien définie, mais en tant que collection d'objets hétérogènes. On saura en général dire, que la création de telle quantité de tissu implique la destruction de tant de fil de coton, unités (ou fractions) de machines textiles et heures de travail, mais on ne saura pas exprimer cet assemblage par un seul nombre, puisque l'addition n'a de sens que si les quantités additionnées sont de la même nature et exprimées dans la même mesure. On ne pourra sommer ces quantités que si l'on sait construire un facteur de conversion, permettant d'exprimer les mètres de tissu, les kilogrammes de fil, les heures de travail, etc..., comme multiples d'une même quantité fondamentale.

Dans la réalité économique du capitalisme — et dans toute économie basée sur le marché — il y a bien un étalon général des valeurs (monnaie), généralement accepté comme tel, qui rend homogènes entre eux les produits et permet d'écrire une paire de chaussures = 100 kilos de blé (en termes de monnaie). Mais cet étalon ne peut pas être directement et simplement utilisé par l'analyse économique, pour des raisons à la fois de principe et de fait.

Du point de vue du principe, le fait que tous les participants de l'économie considérée acceptent un étalon donné des valeurs n'a rien à voir avec le problème de la mesure des valeurs à utiliser pour la théorie économique. L'existence et l'acceptation universelle au sein de l'économie d'un étalon des valeurs est pour la théorie économique un fait à expliquer, mais il est absurde de vouloir ériger sans discussion ce fait en catégorie de la pensée économique.

(1) Identique sous les déterminations considérées comme importantes : l'identité sous toutes les déterminations n'est pas une catégorie pouvant s'appliquer aux choses réelles, qui deviendraient indiscernables dans la mesure où elles seraient identiques.

Du point de vue des faits, non seulement l'étalon monétaire est variable dans le temps et dans l'espace, mais les rapports des produits exprimés en cet étalon (prix) reflètent une foule d'autres facteurs, à part la valeur ou coût social des produits. Ils reflètent l'équilibre (ou déséquilibre) momentané ou permanent de l'offre et de la demande et, ce qui est plus important, ils varient avec le mode concret d'organisation du capitalisme. Dans le cas d'une économie à concurrence imparfaite ou monopolistique, les prix sont déterminés, au-delà des coûts, par le degré de monopolisation ou d'intégration de l'industrie, l'élasticité de la demande, etc. Et, dans le cas d'une économie capitaliste à concentration totale, où les prix et la production sont déterminés par une autorité centrale, ces notions deviennent complètement inutilisables (1).

La théorie de la valeur-travail de Marx est la seule tentative de trouver une mesure des quantités économiques indépendante des accidents du marché et des formes concrètes d'organisation de l'économie, qui exprime le **coût social** des divers produits en termes du seul facteur qui a une signification historique absolue — l'effort humain. Cette théorie implique que ce qui est à mesurer dans les quantités économiques, c'est leur coût pour la société (c'est là la définition même du concept de valeur), et que pour la société, ce qui coûte, c'est uniquement son propre travail, direct ou indirect. La nature, en effet, est propriété de la société, et les instruments de production le fruit du travail passé.

Quand on parle de coût pour la société, il ne faut pas croire que cette expression présuppose une unité réelle de la société, autrement dit qu'elle se place au point de vue irréal des intérêts de la société dans son ensemble. Le coût pour la société est le coût pour celui au profit de qui la société existe ; pour la société sans phrase, autrement dit, s'il s'agit d'une société sans classe, pour la classe exploitée dans les autres cas. Il peut paraître paradoxal de dire que la production annuelle coûte à la classe exploitée le travail annuel des classes exploitées ; le paradoxe disparaît lorsqu'on se rappelle que ce qui fonde l'exploitation est le pouvoir (direct ou indirect) de disposer du temps d'autrui, que donc la véritable richesse de la classe exploitée sont les millions d'heures de travail à effectuer pour elle par les exploités, et que si elle utilise ces heures d'une manière donnée, elle renonce par là même à les utiliser d'une autre. Cela apparaît sans masque lorsque la domination du capital se débarrasse, d'une manière provisoire ou permanente, de tout le fatras du marché, des prix, de la monnaie etc., comme dans l'économie de guerre ou la concentration totale. Là il devient immédiatement apparent qu'en dernière analyse le seul facteur important est la répartition de la force de travail entre les divers secteurs de la production, et le capital montre dans les faits que ce

(1) Sur une autre implication fondamentale et inacceptable de l'utilisation des prix courants comme mesure, voir plus loin, p. 16, 21.

que lui coûte une production donnée, c'est le travail direct ou indirect qui a dû lui être consacré et que, par conséquent, on n'a pas pu utiliser ailleurs.

Ces considérations résolvent en même temps le problème de l'identité de l'étalon des valeurs à travers le temps. Si l'on suppose en effet qu'on a réussi à exprimer les coûts ou valeurs en termes de temps de travail simple (i.e. dépourvu de toute qualification autre que celle que procure naturellement à un individu le fait d'avoir grandi dans telle société à telle période), cette expression gardera sa signification à travers le temps, et l'on aura le droit de dire que le temps de travail nécessaire à la production de tel objet a diminué de tant entre telle et telle date. Le temps de travail dont il s'agira dans les deux cas sera en effet de nature identique du point de vue de l'économie. Il ne sera de nature identique d'aucun autre point de vue, puisque même les heures d'un individu ne sont pas de nature identique à travers sa vie. Mais il sera identique en tant qu'élément du coût social, puisque ce dont dispose la société à chaque instant pour la prochaine période, c'est telle quantité d'heures de travail simple (ou qui peut être réduit en travail simple). Une heure de travail de l'ouvrier américain de 1953 a la même importance pour le capitalisme américain de 1953, qu'une heure de travail de l'ouvrier anglais de 1800 avait pour la bourgeoisie anglaise de 1800 ; dans les deux cas, cette heure de travail est l'unité naturelle dans laquelle se mesure la richesse de la classe exploiteuse.

Reste à montrer que l'on peut effectivement utiliser le temps de travail comme étalon des valeurs, autrement dit qu'il y a un moyen effectif d'exprimer le coût de la production en termes de temps de travail. Si l'on dit que la valeur d'un produit est égale à la quantité de travail qui y est incorporée, il faut montrer que l'on peut mesurer cette quantité. Il s'agit, bien entendu, aussi bien du travail direct, dépensé pour la fabrication de la marchandise en question, que du travail indirect, contenu dans les instruments et les matières premières à partir desquels la marchandise a été fabriquée. Comment évaluer ce travail indirect ? Pour les matières premières, il est clair que leur valeur passe dans sa totalité au produit. Pour ce qui est des instruments, on dira qu'ils transfèrent au produit fabriqué une parcelle de leur propre valeur, au prorata de l'usure qu'ils subissent pendant la fabrication. Si un instrument sert à fabriquer une dizaine de produits, après quoi il est totalement usé, il transférera à chacun de ces produits un dixième de sa propre valeur. Mais quelle est cette valeur des matières premières et de l'instrument ? C'est la somme du travail direct dépensé à la fabrication de la matière première ou de l'instrument, plus le travail indirect contenu dans les instruments et les matières premières qui ont servi à la fabrication de la matière première ou de l'instrument. La même analyse se répètera ainsi à propos de ce deuxième travail indirect, et on remontera les âges jusqu'au moment où le premier « homo faber » tailla le premier silex.

Cette régression à l'origine de l'histoire soulève deux objections. La première est évidemment qu'elle serait impraticable, même si cette origine se situait à un passé récent ;

ceci non pas parce que la procédure est longue, mais parce que les informations nécessaires font défaut. La deuxième est que ce que l'on obtiendrait ainsi ne serait pas la valeur (coût) actuelle pour la société de la marchandise en question, mais une valeur qui résulterait de la sédimentation historique de coûts de diverses époques, et où les mêmes produits ou instruments apparaîtraient avec des valeurs différentes, au fur et à mesure de la régression.

Ce qui est exposé plus bas vise à débarrasser la théorie de la valeur-travail comme mesure de ces deux objections et de nombre d'autres faites par les économistes bourgeois. On essaiera de montrer :

1° Que dans tout système économique qui comporte un nombre donné de secteurs produisant autant d'objets homogènes, il y a autant de transformations possibles, permettant d'exprimer la quantité totale de production (ou toute quantité partielle) en termes d'unités physiques d'un quelconque de ces produits ;

2° Que parmi ces transformations, celle qui exprime les quantités du système en termes de temps de travail est privilégiée, en ce qu'elle a un sens direct pour la société (et pour la classe exploiteuse), et qu'elle garde ce sens à travers le temps et l'espace.

Les deux objections formulées plus haut contre la théorie de la valeur-travail — et beaucoup d'autres — disparaissent dès qu'on applique l'analyse des parties constitutives de la valeur d'une marchandise non pas à la succession de marchandises, matières premières et instruments, qui ont concrètement servi, à travers l'histoire, à fabriquer cette marchandise, mais dans le présent. En effet, ce qui importe est la mesure du coût actuel de la marchandise donnée pour la société.

Que l'on considère, par exemple, un secteur de production qui produit une marchandise M, l'examen des conditions de production dans ce secteur révèle que la production de la marchandise M en une quantité donnée exige un certain nombre d'heures de travail direct, qu'on appellera  $T_1$ , une quantité de matières premières, qu'on appellera  $R_1$ , et l'usure complète d'un nombre de pièces d'équipement, qu'on appellera  $E_1$ .

Que l'on répète les mêmes opérations pour les marchandises  $R_1$  et  $E_1$ . En s'adressant à leurs secteurs de production respectifs, on trouvera que  $R_1$  exige du travail —  $T_2$  —, des matières premières —  $R_2$  — et de l'équipement —  $E_2$ . De même,  $E_1$  exige pour être produit (actuellement) du travail,  $T_3$ , des matières premières,  $R_3$  et de l'équipement,  $E_3$ .

Le nombre de produits qui existent dans une économie est évidemment limité. En poursuivant cette analyse, on tombera de plus en plus souvent sur des produits dont on a déjà analysé la constitution de valeur. Ces chapitres de l'analyse comptable seront clos l'un après l'autre, renvoyant à ceux qui restent ouverts ; et lorsque le dernier sera clos, on aura trouvé que la marchandise initiale — et toutes les autres — se dissolvent en travail direct et indirect, et l'on pourra en exprimer la valeur comme la somme